BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

49e ZITTINGSPERIODE

GEWONE ZITTING 1998-1999

HANDELINGEN VAN DE OPENBARE COMMISSIEVERGADERINGEN

10/03/1999

C 766 Volksgezondheid, Leefmilieu en Maatschappelijke hernieuwing

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

49e LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE 1998-1999

ANNALES DES RÉUNIONS PUBLIQUES DE COMMISSION

10/03/1999

C 766 Santé publique, Environnement et Renouveau de la Société

Sommaire

Mercredi 10 mars 1999

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ - C 766

Question orale de M. Michel Moock au ministre de la Santé publique et des Pensions sur "les moyens attribués et les directives données à l'Inspection des denrées alimentaires concernant les nutriments" (n° 2073) 1

orateurs : MM. **Moock**, **Colla**, ministre de la Santé publique et des Pensions

Question orale de Mme Martine Schüttringer au ministre de la Santé publique et des Pensions sur "la problématique des personnes hémophiles contaminées par le virus du sida lors de transfusions sanguines" (n° 2078) 2

orateurs : Mme **Schüttringer**, M. **Colla**, ministre de la Santé publique et des Pensions

Question orale de M. Thierry Detienne au ministre de la Santé publique et des Pensions sur "l'avancement des initiatives visant à assurer une information objective des médecins sur les médicaments" (n° 2085) 3

orateurs : MM. **Detienne**, **Colla**, ministre de la Santé publique et des Pensions

suspension 4

Question orale de M. Joos Wauters au ministre de la Fonction publique et au ministre de la Santé publique et des Pensions sur "les risques pour la santé et la sécurité des fonctionnaires dans les bâtiments publics en ce qui concerne l'amiante" (n° 2030)

(La réponse a été donnée par le ministre de la Fonction publique) 4

orateurs : MM. **Wauters**, **Flahaut**, ministre de la Fonction publique

Question orale de M. Luc Goutry au ministre de la Fonction publique et au ministre de la Santé publique et des Pensions sur "les longs délais de traitement des demandes concernant le statut de réfractaire au travail obligatoire et des demandes concernant l'indemnité pour les victimes civiles de la guerre" (n° 2074)

(La réponse a été donnée par le ministre de la Fonction publique) 5

orateurs : MM. **Goutry**, **Flahaut**, ministre de la Fonction publique

Inhoud

Woensdag 10 maart 1999

COMMISSIE VOOR DE VOLKSGEZONDHEID, HET LEEFMILIEU EN DE MAATSCHAPPELIJKE HERNIEUWING - C 766

Mondelinge vraag van de heer Michel Moock aan de minister van Volksgezondheid en Pensioenen over "de aan de Eetwareninspectie toegekende middelen en gegeven richtlijnen inzake de voedingsmiddelen" (nr. 2073) 1

sprekers : de heren **Moock**, **Colla**, minister van Volksgezondheid en Pensioenen

Mondelinge vraag van mevrouw Martine Schüttringer aan de minister van Volksgezondheid en Pensioenen over "de problematiek van de hemofiliepatiënten die bij bloedtransfusies door het HIV-virus werden besmet" (nr. 2078) 2

sprekers : mevrouw **Schüttringer**, de heer **Colla**, minister van Volksgezondheid en Pensioenen

Mondelinge vraag van de heer Thierry Detienne aan de minister van Volksgezondheid en Pensioenen over "de stand van zaken van de initiatieven met het oog op een objectieve informatie van de geneesheren over de geneesmiddelen" (nr. 2085) 3

sprekers : de heren **Detienne**, **Colla**, minister van Volksgezondheid en Pensioenen

schorsing 4

Mondelinge vraag van de heer Joos Wauters aan de minister van Ambtenarenzaken en aan de minister van Volksgezondheid en Pensioenen over "de gezondheids- en veiligheidsrisico's in openbare gebouwen in verband met asbest" (nr. 2030)

(Het antwoord werd verstrekt door de minister van Ambtenarenzaken) 4

sprekers : de heren **Wauters**, **Flahaut**, minister van Ambtenarenzaken

Mondelinge vraag van de heer Luc Goutry aan de minister van Ambtenarenzaken en aan de minister van Volksgezondheid en Pensioenen over "de lange behandelingstermijnen voor de aanvragen van het statuut van werkweigeraar en een vergoeding als burgerlijk oorlogsslachtoffer" (nr. 2074)

(Het antwoord werd verstrekt door de minister van Ambtenarenzaken) 5

sprekers : de heren **Goutry**, **Flahaut**, minister van Ambtenarenzaken

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION PUBLIQUE DU MERCREDI 10 MARS 1999

PRÉSIDENCE de

Mme **Vanlerberghe**

La séance est ouverte à 10.20 heures.

COMMISSIE VOOR DE VOLKSGEZONDHEID, HET LEEFMILIEU EN DE MAATSCHAPPELIJKE HERNIEUWING

OPENBARE VERGADERING VAN WOENSDAG 10 MAART 1999

VOORZITTER :

Mevrouw **Vanlerberghe**

De vergadering wordt geopend om 10.20 uur.

Question orale de M. Michel Moock au ministre de la Santé publique et des Pensions sur "les moyens attribués et les directives données à l'Inspection des denrées alimentaires concernant les nutriments" (n° 2073)

Mondelinge vraag van de heer Michel Moock aan de minister van Volksgezondheid en Pensioenen over "de aan de Eetwareninspectie toegekende middelen en gegeven richtlijnen inzake de voedingsmiddelen" (nr. 2073)

La **présidente** : La parole est à M. Michel Moock.

M. **Michel Moock** (PS) : Madame la présidente, monsieur le ministre, chers collègues, il me revient que de sérieux problèmes se poseraient au département de la Santé pubique quant aux moyens attribués et aux directives données à l'Inspection des denrées alimentaires dans le cadre de l'arrêté royal du 3 mars 1992 concernant les nutriments. Pour rappel, les nutriments sont ces produits énergétiques de type multivitamines, minéraux et oligo-éléments, délivrés en pharmacie et vendus hors pharmacie et pour lesquels, en 1992, les firmes ont dû faire état d'un dossier de notification.

En effet, pour parer à d'éventuels abus et pour garantir au maximum la santé des consommateurs, l'arrêté royal du 3 mars 1992 dispose en son article 2, §2 que "les nutriments ne peuvent être mis dans le commerce sous forme prédosée, seuls ou en mélange, que s'il est satisfait aux dispositions en matière de notification prévues à l'article 4".

Que dit l'article 4 ? Il stipule que "la mise dans le commerce des denrées alimentaires visées aux articles 2 et 3 est subordonnée à une notification préalable auprès du service conformément aux dispositions suivantes et..." - c'est précisé au §6 de l'article 4 - "... à l'engagement de procéder à des analyses fréquentes et à des moments variables et de tenir les résultats à la disposition du service".

En outre, les articles 10 et 11 du même arrêté qui règlent la surveillance, le contrôle et les infractions constatées posent également problème.

D'après l'inspection, un plan de contrôle a été établi; à ce jour cependant, aucune action de contrôle ou de vérification n'aurait pu être mise en place.

Aussi, monsieur le ministre, devant cette situation préoccupante, permettez-moi de vous poser les questions suivantes :

- combien de firmes ont introduit des dossiers de notification requis par l'arrêté royal du 3 mars 1992 ?

- quels étaient les types de produits concernés ?

- comment sont organisés sur le terrain les contrôles de conformité aux dossiers de notification ?

- quels sont les contrôles effectués par les laboratoires agréés sur ces produits prélevés par les inspecteurs des denrées alimentaires et les inspecteurs des pharmacies ?

- quelles sont les dispositions prises en cas de non-conformité ?

La **présidente** : La parole est au ministre.

M. **Colla**, ministre de la Santé publique et des Pensions : Madame la présidente, chers collègues, à ce jour, 103 dossiers ont pu être notifiés.

Vous me demandez également de quels types de dossiers il s'agit. Trois grands types apparaissent : les denrées alimentaires enrichies hors nutriments - céréales de petit déjeuner, jus de fruits, etc. -, les compléments alimentaires sous forme prédosée - gélules, capsules - et les compléments alimentaires destinés à une alimentation particulière comme des régimes sportifs et autres.

En ce qui concerne l'information qui vous est parvenue selon laquelle aucun plan de contrôle n'a été organisé jusqu'à présent, j'ai le plaisir de nier cette assertion. En effet, chaque année, un planning est établi et mis en oeuvre.

In 1998 werden 50 verschillende producten geanalyseerd en gecontroleerd inzake vitaminen en 50 andere inzake de aanwezigheid van metalen.

Het resultaat is positief. In veruit de meeste gevallen waren de producten conform de notificatie. Er werd wel een aantal lichte verschillen in dosering vastgesteld.

Vous m'avez aussi demandé quel genre de contrôle l'on effectue.

On procède tout d'abord à un contrôle qualitatif et quantitatif relatif aux nutriments présents dans les différents produits proposés à la vente. On effectue également un contrôle des allégations des publicités en présence sur le marché. De plus, il est procédé automatiquement à un suivi des plaintes relatives aux nutriments.

En 1998, l'on a reçu quelque 120 plaintes dont à peu près 98% sont justifiées.

Que fait-on dans ce cas ? On se rend sur place.

Allereerst krijgt men een verwittiging. Als de toestand op korte tijd niet in orde is, wordt een proces-verbaal opgesteld.

Et 30% des plaintes justifiées ont donné lieu à un procès verbal, l'avertissement étant insuffisant.

En 1998, il n'a pas été nécessaire d'opérer de saisies.

Je ne dispose pas des chiffres globaux pour 1999, mais je sais qu'une saisie a déjà été effectuée au début de cette année.

Vous m'avez également demandé quels étaient les contrôles effectués par les laboratoires. Il s'agit évidemment de contrôles qualitatifs. Cent contrôleurs travaillent sur le terrain mais ils faut savoir qu'ils ont aussi d'autres activités. Lors de l'établissement des budgets, je demande à chaque fois que l'on augmente cet effectif, mais cela n'est pas suffisant.

Je pense ainsi avoir répondu à vos questions.

La **présidente** : La parole est à M. Michel Moock.

M. **Michel Moock** (PS) : Madame la présidente, je remercie le ministre pour sa réponse.

Je voudrais simplement lui rappeler que je n'ai pas dit qu'un plan de contrôle n'avait pas été établi. Mais, d'après mes informations, un problème se posait quant à la manière dont il était exécuté.

Ceci dit, le ministre m'a donné une série de renseignements et sa réponse me satisfait entièrement.

La **présidente** : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Question orale de Mme Martine Schüttringer au ministre de la Santé publique et des Pensions sur "la problématique des personnes hémophiles contaminées par le virus du sida lors de transfusions sanguines" (n° 2078)

Mondelinge vraag van mevrouw Martine Schüttringer aan de minister van Volksgezondheid en Pensioenen over "de problematiek van de hemofiliepatiënten die bij bloedtransfusies door het HIV-virus werden besmet" (nr. 2078)

La **présidente** : La parole est à Mme Martine Schüttringer.

Mme **Martine Schüttringer** (ECOLO-AGALEV) : Madame la présidente, monsieur le ministre, je vous ai déjà interrogé à deux reprises concernant la problématique des personnes hémophiles contaminées par le virus du sida lors de transfusions sanguines.

Il y a plus ou moins un an, vous m'aviez répondu que vous ne disposiez d'aucun élément permettant d'affirmer que des erreurs avez été commises.

Aujourd'hui le rapport d'experts a tranché et a décidé de reconnaître que des erreurs avaient effectivement été commises par la Croix Rouge pour un certain nombre de ces personnes.

Lors d'une précédente réunion, vous m'aviez dit que vous craigniez qu'en cas de reconnaissance de cette problématique, on n'étende la question aux personnes contaminées par l'hépatite C. Or, dans le "Standaard" du 8 février, votre porte-parole déclare que vous vous engagez à essayer de trouver des solutions de dédommagement pour les malades atteints de l'hépatite C, soit plus ou moins mille personnes. Cette information est-elle exacte ? Mettez-vous effectivement au point un plan à cet égard ? Comment comptez-vous vous y prendre ?

Je me pose également une question au sujet des hémophiles contaminés par le virus du sida qui n'ont pas porté plainte, préférant garder l'anonymat. Que se passera-t-il pour ces personnes qui ne souhaitaient pas s'exposer à la justice ni aux médias ? Je constate en effet qu'on tente de trouver un arrangement avec la Croix-Rouge, en dehors de tout procès.

La **présidente** : La parole est au ministre.

M. **Colla**, ministre de la Santé publique et des Pensions : Madame la présidente, chers collègues, depuis que Mme Schüttringer m'a interrogé et suite au procès du sang contaminé en France, je me suis davantage informé sur cette matière délicate.

J'ignore ce que mon porte-parole a déclaré et peut-être ses propos ont-ils été mal interprétés. Quelle est la situation actuellement ? Huit plaintes sont traitées devant les tribunaux mais ces derniers ne se sont pas encore prononcés. J'ai demandé à la Croix-Rouge si elle comptait proposer un compromis. La réponse que j'ai obtenue n'est pas claire. Il est certain qu'en cas de condamnation par les tribunaux, la Croix-Rouge devra indemniser les plaignants. Je me suis alors demandé si l'Etat devrait intervenir financièrement, étant donné le manque de moyens de la Croix-Rouge. La réponse est négative car cette dernière a contracté des assurances pour ce type de problème. Ce seraient donc les assurances qui paieraient.

Mme **Martine Schüttringer** (ECOLO-AGALEV) : Votre porte-parole parlait d'un dédommagement éventuel par l'Etat pour les personnes atteintes d'hépatite C.

M. **Colla**, ministre : Un dédommagement de manière générale, c'est faux.

Mme **Martine Schüttringer** (ECOLO-AGALEV) : Dans l'article que j'ai sous les yeux, votre porte-parole précise que cela fait un an et demi que vous cherchez des solutions. Où en est cette recherche ?

M. **Colla**, ministre : On essaie d'y voir clair. Il s'agit là d'un problème beaucoup plus vaste et plus complexe qu'on ne croit. Des discussions entre experts ont lieu au sein de groupes de travail mis en place dans mon administration. Des réponses adéquates n'ont pas encore été trouvées.

Mme **Martine Schüttringer** (ECOLO-AGALEV) : Allez-vous poursuivre ce travail de recherche au sujet de l'hépatite C ?

M. **Colla**, ministre : Oui. Je travaille avec l'administration, des experts et des professeurs. Certains ont rédigé un rapport et fait des propositions. Cependant, aucune solution convaincante n'a encore été dégagée.

La **présidente** : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Question orale de M. Thierry Detienne au ministre de la Santé publique et des Pensions sur "l'avancement des initiatives visant à assurer une information objective des médecins sur les médicaments" (n° 2085)

Mondelinge vraag van de heer Thierry Detienne aan de minister van Volksgezondheid en Pensioenen over "de stand van zaken van de initiatieven met het oog op een objectieve informatie van de geneesheren over de geneesmiddelen" (nr. 2085)

La **présidente** : La parole est à M. Thierry Detienne.

M. **Thierry Detienne** (ECOLO-AGALEV) : Madame la présidente, monsieur le ministre, chers collègues, nous avons déjà eu à plusieurs reprises des débats concernant l'information objective des acteurs de la santé sur les médicaments.

Notre groupe avait déposé une proposition de loi visant à créer des services d'information médicale qui seraient financés sur base d'une contribution du secteur pharmaceutique. Cette proposition n'avait pas pour objectif de supprimer les délégués médicaux mais d'offrir une information objective aux médecins sur l'ensemble d'une problématique.

A la suite de cela, un débat a eu lieu en commission. Le ministre de la Santé publique a annoncé, à cette occasion, qu'il prendrait une initiative visant à rencontrer des objectifs similaires, à savoir la mise en place d'une équipe de médecins engagés pour constituer des modules d'information sur des thèmes précis, à destination des GLEM. L'idée n'était donc pas de s'adresser directement aux médecins, mais de prévoir des relais qui pourraient transmettre l'information dans le cadre de la formation continuée de médecins ou dans les GLEM.

A l'époque, monsieur le ministre, je vous avais dit que, tout en saluant votre initiative, je redoutais que sa portée soit trop réduite par rapport aux enjeux à couvrir.

Dès lors, je souhaiterais vous poser quelques questions. Où en est la mise en oeuvre de cette initiative ? Pourriez-vous me dire combien de personnes ont été engagées ? S'agit-il bien de médecins ? Quels modules d'information ont été constitués ? Dans quelle mesure ont-ils été mis en oeuvre ? Combien de professionnels de la santé ont été contactés ?

La **présidente** : La parole est au ministre.

M. **Colla**, ministre de la Santé publique et des Pensions : Madame la présidente, chers collègues, tout comme vous, monsieur Detienne, je pense que le défi est énorme. Certaines structures ont déjà été mises en place, mais le défi n'a pas encore pu être entièrement relevé.

A présent, nous disposons d'un budget annuel de 40 millions. Le budget a donc doublé puisqu'il était auparavant de 20 millions.

Collega Detienne, een bedrag van 20 miljoen frank werd aan het BCFI toegekend. Het BCFI behoudt zijn rol van schriftelijke informatieverstrekker. Daarvoor was reeds in een bedrag van 20 miljoen frank voorzien. Het gaat meer bepaald om het Geneesmiddelenrepertorium, dat gratis wordt bezorgd aan alle artsen en apothekers, de Folia's, de fiches voor nieuwe geneesmiddelen en de transparantiefiches.

Wij hebben vervolgens de rol van het BCFI uitgebreid. Een wetenschappelijk comité staat hen bij in hun taak. In dit comité zetelen onder andere vertegenwoordigers van Pharmanet. Aan dit comité zullen binnenkort ook vertegenwoordigers van het RIZIV en de accrediteringsstuurgroep worden toegevoegd. Daarnaast zijn er ook vertegenwoordigers van het departement Volksgezondheid, de apothekers, het Comité voor evaluatie van de medische praktijk inzake geneesmiddelen, experts van de ziekenfondsen en de Hoge Raad voor gezondheidsberoepen.

Het BCFI heeft een voorstel gedaan en dokter Nathalie Denecker werd op 1 september 1998 aangesteld als coördinator van de studie "objectieve informatie geneesmiddelen". De dokter werd gevraagd naar het gebruik dat ze maken van die schriftelijke informatie. Uit deze rondvraag is gebleken dat schriftelijke informatie vaak zonder meer in de bureaulade wordt gelegd. Blijkbaar is er vooral nood aan geïnformatiseerde informatie.

Er werden drie projecten ontwikkeld. Een eerste project heeft betrekking op de informatisering. Vanaf juni van dit jaar zal alle schriftelijke informatie ook beschikbaar zijn op de website van het departement Volksgezondheid. Vanaf juni zal deze informatie ter beschikking kunnen worden gesteld aan artsen en apothekers onder de vorm van diskette of CD-ROM. De enquête heeft aangetoond dat zij daarvan meer gebruik zullen maken. Bovendien heeft dergelijke informatie het voordeel dat men links kan leggen tussen diverse elementen.

In een tweede fase zullen zogenaamde "deskundigheidsbevorderingspakketten" worden ontwikkeld door de wetenschappelijke verenigingen van de artsen. In Vlaanderen heeft men in eerste instantie gekozen voor geneesmiddelen die te maken hebben met pijnen van het bewegingsstelsel, bijvoorbeeld reuma. In Wallonië heeft men geopteerd voor medicatie voor hoofdpijn. Beide thema's zullen in de LOK's worden besproken aan de hand van pakketten die door artsen van de wetenschappelijke verenigingen zullen worden opgesteld. Het is de bedoeling beide thema's te vertalen zodat ze zowel in Vlaanderen als in Wallonië kunnen worden besproken. Ieder jaar zou een nieuw thema worden behandeld.

Een derde project heeft betrekking op de zogenaamde "onafhankelijke artsenbezoekers". Er bestaat reeds een pilootproject in Gent waarvoor onlangs twee artsen en een apotheker werden aangeworven. De volgende weken zal het project voor de eerste keer worden toegepast op het terrein.

Ten slotte is men ook begonnen met het opstellen van een repertorium voor diergeneesmiddelen. Tot zover de stand van zaken.

La **présidente** : La parole est à M. Thierry Detienne.

M. **Thierry Detienne** (ECOLO-AGALEV) : Madame la présidente, je remercie le ministre de ses informations. Je ne peux que saluer le renforcement de l'information écrite et le fait que la matière sera dorénavant disponible sur CD-Rom et disquettes. C'est une bonne chose car l'informatique prend de plus en plus d'importance en tant que mode d'information.

Cependant, je crois que les contacts humains restent déterminants dans le choix des prescriptions délivrées par les médecins. Il était intéressant de développer une telle initiative, mais elle ne répond pas réellement à l'objectif de notre proposition de loi. Je pense effectivement qu'en plus des contacts que les médecins entretiennent avec les délégués médicaux, qui transmettent une information commerciale, même si elle revêt une connotation scientifique, il est important que les médecins reçoivent également une information leur permettant d'avoir une vue globale sur tous les médicaments pouvant guérir une pathologie donnée.

M. **Colla**, ministre : Les organisations scientifiques s'occupent de cela.

M. **Thierry Detienne** (ECOLO-AGALEV) : Je constate effectivement que des initiatives sont prises pour rencontrer cet objectif. Cependant, même s'il est positif de travailler avec des associations scientifiques de médecins, je voudrais m'assurer qu'étant donné certaines polémiques existantes, notamment en ce qui concerne la substitution, les vieux tabous déjà exprimés ne se retrouvent pas dans l'information transmise.

J'ai constaté que votre collègue, Mme De Galan, avait adressé aux médecins de famille une circulaire portant l'en-tête de l'INAMI afin d'attirer leur attention sur l'importance qui devrait être donnée aux prescriptions de médicaments génériques. Vous savez en effet comme moi que les réticences sont énormes en la matière. Je voudrais donc m'assurer que le ministère de la Santé publique aura bien un droit de regard sur les travaux réalisés par les associations scientifiques de médecins afin d'être certain que l'information soit complète sur la problématique délicate de la substitution et des préparations magistrales. Il ne faudrait pas qu'il y ait simplement un passage en revue des spécialités non génériques.

En effet, nous passerions à ce moment-là à côté de l'objectif socio-économique poursuivi.

Enfin, je vois que vous avancez dans le domaine des délégués médicaux autonomes. Vous me trouverez peut-être trop pressé, mais entre le moment où nous en avons parlé la première fois et maintenant, un an et demi s'est écoulé. La réalisation de ce projet est une bonne chose mais comme il s'agit d'une expérience pilote, elle sera limitée à une ville. L'enjeu considérable méritait, à notre sens, une décision structurelle. Nous aurions aimé que l'on agisse plus vite et plus fort.

Nous savons en effet qu'au niveau des médecins, la demande est énorme. Ils désirent disposer d'une vision générale avec des outils adéquats mais également avoir une formation à caractère humain. Les médecins vivent aujourd'hui à un rythme professionnel tel qu'il leur est peu permis de prendre connaissance par écrit, fût-ce par le biais de l'informatique ou de livres. Ils souhaitent donc avoir des formations passant par le vecteur humain.

Donc, tout en saluant vos initiatives, je pense qu'elles sont insuffisantes par rapport à l'importance du défi à relever. Je regrette en l'occurrence que les moyens structurels ne soient pas prévus. Notre proposition de loi avait au moins le mérite de viser à ce que cette mesure soit structurelle, de grande envergure, garantissant cette politique à long terme.

J'espère cependant que le prochain ministre de la Santé publique poursuivra dans la voie que vous avez ouverte.

La **présidente** : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

La séance est suspendue.

De vergadering is geschorst.

- La séance est suspendue à 10.50 heures.

- De vergadering wordt geschorst om 10.50 uur.

- La séance est reprise à 11.35 heures.

- De vergadering wordt hervat om 11.35 uur.

La **présidente** : La séance est reprise.

De vergadering is hervat.

Mondelinge vraag van de heer Joos Wauters aan de minister van Ambtenarenzaken en aan de minister van Volksgezondheid en Pensioenen over "de gezondheids- en veiligheidsrisico's in openbare gebouwen in verband met asbest" (nr. 2030)

(Het antwoord zal worden verstrekt door de minister van Ambtenarenzaken)

Question orale de M. Joos Wauters au ministre de la Fonction publique et au ministre de la Santé publique et des Pensions sur "les risques pour la santé et la sécurité des fonctionnaires dans les bâtiments publics en ce qui concerne l'amiante" (n° 2030)

(La réponse sera donnée par le ministre de la Fonction publique)

De **voorzitter** : De heer Joos Wauters heeft het woord.

De heer **Joos Wauters** (ECOLO-AGALEV) : Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, twee jaar geleden besliste de federale regering om alle openbare gebouwen waar federale ambtenaren zijn tewerkgesteld, aan een asbestinventaris te onderwerpen.

Een dergelijke inventaris moet leiden tot oplossingen indien zich gevaarlijke situaties voordoen.

In antwoord op mijn schriftelijke vraag in dat verband, mijnheer de minister, deelde u mij mee dat het gebouw van het ministerie van Arbeid en Tewerkstelling, gelegen in de Belliardstraat, aan een specifiek onderzoek werd onderworpen, te meer omdat precies dat ministerie over de deskundigen terzake beschikte.

Ik neem aan dat inmiddels de resultaten van het onderzoek zijn bekend en dat werd voorzien in maatregelen ter bescherming van de gezondheid van personeel en bezoekers.

Mijnheer de minister, welke zijn de resultaten van de uitgevoerde onderzoeken ? In welke gebouwen werden welke risico's vastgesteld ? Welke maatregelen en voorzorgsmaatregelen werden reeds genomen ?

Meer bepaald wat het gebouw betreft van het ministerie van Arbeid en Tewerkstelling gelegen in de Belliardstraat 51-53, had ik graag geweten welke de risico's zijn. Welke maatregelen werden genomen ter bescherming van de werknemers in dit gebouw ? Is ontruiming van het gebouw gewenst of noodzakelijk omwille van gezondheidsrisico's ? Werd reeds een beslissing genomen omtrent het betrekken van een ander gebouw ? Wordt dit in het vooruitzicht gesteld en zo ja, om welk gebouw gaat het ?

De **voorzitter** : De minister heeft het woord.

De heer **Flahaut**, minister van Ambtenarenzaken : Mevrouw de voorzitter, de Ministerraad droeg de Regie der Gebouwen wel degelijk op om een inventaris te maken van het asbest in de federale gebouwen. De Regie kende de verschillende delen van de opdracht voor het onderzoek van de gebouwen, het verrichten van analyses en het opmaken van inventarissen toe aan verscheidene bedrijven.

Deze opdracht nam een aanvang in augustus 1998 en zal eindigen in juni eerstkomend. Dat betekent dus dat de volledige en definitieve resultaten nog niet beschikbaar zijn.

Wat het gebouw betreft gelegen in de Belliardstraat 51-53 te Brussel, bezet door het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, kan ik u het volgende meedelen.

Van dit gebouw werd reeds een asbestinventaris opgesteld vóór 1 januari 1995 door specialisten behorende tot dit ministerie. Door bevoegde specialisten werd eveneens een beheersprogramma opgesteld om de risico's voor het personeel binnen de wettelijk voorziene grenzen te houden.

Dit beheersprogramma voorzag in volgende maatregelen.

Ten eerste, uit te voeren werken : verbetering van de afdekking van de isolatie in het ketelhuis; verwijdering van de plaats van de radiatoromkastingen; bedekking van het oppervlak van de beplating van de binnenzijde van de deuren die toegang geven tot brandkasten en elektriciteitskasten; signalisatie aanbrengen op diverse plaatsen; asbestafval van scheidingswanden verwijderen.

Ten tweede, het verstrekken van richtlijnen ingeval van werkzaamheden.

Ten derde, manipulatie van toestellen door bevoegde personen.

Ten vierde, verwijdering van asbestafval van het laboratorium door een erkend ophaler.

Ik kan u in elk geval nu reeds meedelen dat onafhankelijk van de vraag over de al dan niet aanwezigheid van asbest in dat gebouw, werd overeengekomen dat het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid binnen een periode van 18 tot 24 maanden zal verhuizen en worden ondergebracht in een nieuw gebouw dat de Regie zal huren.

Wat dit laatste dossier betreft, zal het bijzonder bestek met het oog op een huur op lange termijn binnenkort aan de kandidaten worden overhandigd.

Je voudrais également préciser quelques chiffres :

- nous devons inventorier 2 200 bâtiments;

- la superficie à examiner est de 8 millions de mètres carrés;

- la visite des bâtiments est terminée, sauf à Bruxelles;

- le nombre d'échantillons prélevés est de 5 400 et les analyses sont en cours;

- la remise des inventaires et des programmes de gestion de la Régie s'échelonne de la mi-mars à début juin 1999.

Vous pouvez donc constater qu'entre le moment où la décision a été prise - il a fallu un certain temps - et le moment où nous avons mis le travail en chantier de façon concrète et systématique dans tous les bâtiments, les choses ont suivi leur cours.

Le marché a été réparti entre onze firmes différentes pour veiller à ce que les travaux avancent rapidement. En effet, si l'ensemble du travail avait été confié à une seule firme, cela risquait de durer longtemps.

De **voorzitter** : De heer Joos Wauters heeft het woord.

De heer **Joos Wauters** (ECOLO-AGALEV) : Mijnheer de minister, ik dank u voor uw uitgebreid antwoord waaruit ik twee belangrijke elementen onthoud. Het onderzoek gebeurt grondig. Als er gezondheidsrisico's worden vastgesteld moet de overheid op een doortastende en snelle manier optreden. Uit uw mededeling dat het departement van Arbeid en Tewerkstelling over twee jaar zal verhuizen naar een ander gebouw, maak ik op dat de regering het voorzichtigheidsprincipe toepast.

Ik hoop dat ondertussen al de veiligheidsvoorschriften worden nageleefd, zodat er geen blootstelling aan asbest kan plaatshebben.

La **présidente** : La parole est au ministre.

M. **Flahaut**, ministre : Je précise que lorsque des situations d'urgence se présentent, les dispositions sont prises dans le respect des règles de sécurité. A une certaine époque, lorsqu'il y avait de l'amiante dans un bâtiment, on envoyait des ouvriers qui l'enlevaient à grands coups de marteau, avec toute la poussière que vous imaginez. Aujourd'hui, quand on signale de l'amiante quelque part, toutes les mesures de sécurité et de confinement sont prises.

Par ailleurs, aucune situation d'urgence n'a été signalée au ministère de l'Emploi et du Travail.

Il faut aussi savoir de quel type d'amiante il s'agit. L'amiante qui se trouve à certains endroits n'est pas dangereux quand on n'y touche pas. Il ne le devient que quand on le manipule, quand on fore ou quand on enlève les cloisons. C'est ce qui s'est produit au Berlaymont, où il ne se passait pas une semaine sans qu'on ne change une cloison ou qu'on fore dans les plafonds ou les planchers et cet amiante se répandait dans l'atmosphère.

De **voorzitter** : De heer Joos Wauters heeft het woord.

De heer **Joos Wauters** (ECOLO-AGALEV) : Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, een dergelijk gevaar dreigt eveneens in het gebouw van Arbeid en Tewerkstelling. U hebt meegedeeld dat er asbest aanwezig is in de deuren, de kasten en de radiatorbekastingen. U mag het mogelijk contact door het personeel met asbest niet onderschatten. Ik dring opnieuw aan op een strikte naleving van de veiligheidsvoorschriften.

La **présidente** : La parole est au ministre.

M. **Flahaut**, ministre : Je ne suis certainement pas un fan de l'amiante. Je voudrais toutefois rappeler que cet amiante que l'on retrouve aujourd'hui dans les bâtiments publics a été placé à la fin des années 60 et au début des années 70, à une époque où l'amiante était considéré comme la substance miracle pour éviter le feu. Je rappelle que c'était juste après l'incendie de l'Innovation qui avait causé un profond traumatisme dans notre pays. Dans quelques années, peut-être faudra-t-il enlever des substances qu'on nous recommande aujourd'hui de placer. Je pense par exemple à la laine de roche sur laquelle on se pose aussi des questions.

La **présidente** : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Mondelinge vraag van de heer Luc Goutry aan de minister van Ambtenarenzaken en aan de minister van Volksgezondheid en Pensioenen over "de lange behandelingstermijnen voor de aanvragen van het statuut van werkweigeraar en een vergoeding als burgerlijk oorlogsslachtoffer" (nr. 2074)

(Het antwoord zal worden verstrekt door de minister van Ambtenarenzaken)

Question orale de M. Luc Goutry au ministre de la Fonction publique et au ministre de la Santé publique et des Pensions sur "les longs délais de traitement des demandes concernant le statut de réfractaire au travail obligatoire et des demandes concernant l'indemnité pour les victimes civiles de la guerre" (n° 2074)

(La réponse sera donnée par le ministre de la Fonction publique)

De **voorzitter** : De heer Luc Goutry heeft het woord.

De heer **Luc Goutry** (CVP) : Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, over de problematiek van mijn vraag heb ik u reeds op 10 oktober 1997 ondervraagd. Op 28 april 1998 heb ik u hieraan schriftelijk herinnerd. Ik betreur te moeten vaststellen dat ondertussen weinig veranderd is.

Zonder de hele problematiek te willen herhalen, moet het mij van het hart dat de behandeling van de dossiers inzake het statuut van de werkweigeraars en die met betrekking tot de vergoeding van burgerlijk slachtoffer blijven aanslepen.

De uitbreiding van de wetgeving inzake de werkweigeraars van 1995 heeft ervoor gezorgd dat een aantal mensen een herziening kon aanvragen. In een vroeger antwoord hebt u meegedeeld dat ongeveer 19 000 mensen van de mogelijkheid gebruik hadden gemaakt een heraanvraag in te dienen. Op dat ogenblik heb ik u erop attent gemaakt dat het een eenmalige operatie was omdat de aanvragen binnen een bepaalde termijn moesten worden ingediend. Als men geen bijkomend personeel ter beschikking stelt van de bevoegde diensten en niet echt vaart wil zetten achter de behandeling, kan het nog jaren duren vooraleer een oplossing uit de bus komt. Naar verluidt worden op dit ogenblik - maart 1999 - de aanvragen van 1995 behandeld.

Dat zou dan vier jaar geleden zijn. Als er in dat tempo wordt voortgewerkt, zullen heel wat mensen het pensioen niet meer kunnen ontvangen omdat ze overleden zijn. De bijzondere situatie - namelijk dat heel wat mensen een nieuwe aanvraag hebben ingediend naar aanleiding van de wetswijziging, en dat er geen bijkomende dossiers meer zullen volgen - vraagt om een uitzonderlijke oplossing. Er moeten mensen gemobiliseerd worden zodat de dossiers snel worden afgehandeld en het probleem van de baan is. Welke maatregelen overweegt u om tot een grondige en definitieve oplossing te komen ?

De **voorzitter** : De minister heeft het woord.

De heer **Flahaut**, minister van Ambtenarenzaken : Mevrouw de voorzitter, collega's, de personen die een aanvraag indienden op basis van de wet van 5 maart 1995 ontvingen onmiddellijk een bevestiging van deze aanvraag. Allen die een aanvraag tot het bekomen van het statuut van weggevoerde of werkweigeraar indienden werden ondertussen ook reeds uitgebreid en diepgaand ondervraagd. Hierop moet een ministeriële beslissing volgen of de voorbereiding van de dossiers om aan de controlecommissie voor te leggen. Er werd al vaker opgemerkt dat de wettelijk voorziene procedure tot toekenning van het statuut van weggevoerde of werkweigeraar omstandig is. Verder is de bewijsvoering moeilijk, zoveel jaren na de oorlog.

Van de ongeveer 19 000 aanvragen zijn er momenteel meer dan 8 000 afgehandeld. De aanvragen die op een verdere afhandeling wachten, dateren inderdaad van 1995-1996, aangezien alleen toen op een geldige manier aanvragen konden worden ingediend, wat dan ook massaal en in een korte tijdsspanne gebeurde.

Sommige aanvragen tot het bekomen van een vergoeding op basis van bovenvermelde wet vereisen een omslachtige procedure. Een aanvraag tot weduwepensioen kan vlug worden afgehandeld, maar een eerste aanvraag tot invaliditeitspensioen stelt bewijsproblemen, vereist medisch advies en dient ook aan een wettelijk ingestelde commissie te worden voorgelegd.

En ce qui concerne ce dernier point, la compétence en incombe toujours à la Santé publique. Nous avons constitué un groupe de travail à la fois pour accélérer les procédures et pour faire en sorte que les médecins chargés d'analyser ces problèmes acquièrent une psychologie correspondant à celle des demandeurs. En effet, les anciens médecins comprenaient les difficultés des victimes de guerre. Le temps passant, ils disparaissent peu à peu et leurs jeunes remplaçants ne disposent pas toujours de la sensibilité voulue.

Comme vous sans doute, j'ai été interpellé par les anciens se plaignant de la durée anormale du traitement de leur dossier, faisant part de leur crainte de mourir avant d'en voir la solution et d'attitudes peu soucieuses à leur égard : "C'est pire que dans les camps !". Dès lors, j'ai pris l'initiative de constituer avec le ministre Colla un groupe de travail, bien que le problème ne relevait pas tout à fait de mes compétences, pour mieux former les nouveaux médecins appelés à gérer les pathologies et les psychologies de toutes ces victimes de la guerre.

Pour 8 000 des 19 000 dossiers, une disposition a été prise afin d'en accélérer le traitement : le personnel a été renforcé. Cependant, je répète que quarante ans après les faits, il est parfois difficile d'apporter des preuves aux revendications déposées.

De **voorzitter** : De heer Luc Goutry heeft het woord.

De heer **Luc Goutry** (CVP) : Mevrouw de voorzitter, ik dank de minister voor zijn antwoord. Mijnheer de minister, u maakt terecht een onderscheid tussen vraag een en vraag twee. De werkgroep die wordt opgericht als antwoord op het probleem geformuleerd in vraag twee lijkt me een goede zaak.

Uw antwoord op de eerste vraag was echter precies hetzelfde als het antwoord dat u twee jaar geleden gaf. Toen vroeg het ook al veel tijd om de bewijsvoering te staven. Maar dat probleem zal blijven bestaan. Ik vind dat men in staat moet zijn om sneller een beslissing over een dossier te vellen dan vier of vijf jaar - ondertussen zijn de dossiers nog niet afgewerkt - en dat dan mee te delen aan de betrokkenen. Het gaat niet op dat men de tijd voor de afhandeling afhankelijk maakt van de moeilijkheidsgraad van het dossier. Als er op die manier gewerkt wordt, zijn er waarschijnlijk dossiers die nooit afgewerkt zullen worden.

Ik veronderstel dat de problemen samenhangen met een onderbemanning van de dienst. U, als bevoegd minister voor Ambtenarenzaken, moet toch weten wat de mogelijkheden zijn om tot een oplossing te komen. Voor een korte periode kan er met contractuelen worden gewerkt of kan men mensen tijdelijk naar deze dienst verplaatsen. Er zijn nog steeds 11 000 dossiers die op een behandeling wachten. Als dit tempo wordt aangehouden, geraken we er niet. De vraag houdt me al lang bezig: ik heb er ook al met veel mensen over gesproken. De voorzitter van de commissie heeft me gezegd dat zij ook al door velen hierover werd aangesproken. Het is geen nieuw probleem. Ik dring erop aan dat dit verholpen wordt, anders voel ik me genoodzaakt om me tot de ombudsman te wenden die deze administratie dan moet doorlichten.

M. **Flahaut**, ministre : J'ai beaucoup de respect pour les ombudsmans et tous les autres intervenants dans ce genre d'intercession, mais il est important de se rendre compte des difficultés de terrain.

Avant 1995, il n'existait rien. Cette disposition a été votée à la suite d'une proposition de loi présentée à un moment propice, en avril 1995, quelques mois avant les élections, et à l'unanimité. C'est assez rare pour être souligné. Les représentants des réfractaires et des déportés avaient saisi le bon moment pour agir. Depuis lors, sous ce gouvernement, nous avons pris nos responsabilités sous cette législature et avons examiné l'ensemble des revendications non satisfaites des associations patriotiques. Nous avons mis en place une commission dont Mme Sabbour est la présidente. Ainsi, nous avons pu réaliser un ensemble équilibré qui contente toutes les organisations patriotiques par des apports satisfaisants tant d'un point de vue moral que financier : en effet, les dernières décisions concernant les frais médicaux des victimes civiles et militaires seront certainement prises dans le cadre du contrôle budgétaire. Les 290 000 personnes concernées recevront donc une réponse à tous leurs problèmes.

Flahaut

Pour les déportés et réfractaires, nous savions que la décision amènerait un afflux important de demandes; c'est pourquoi nous avons immédiatement engagé du personnel supplémentaire. Les dossiers les plus difficiles ont été traités; ceux qui entrent actuellement touchent des personnes dont le cas est plus facile à traiter. Une nouvelle procédure issue de la loi d'août 1998 permet l'analyse du dossier non plus par une commission mais par un fonctionnaire qui sera autorisé à prendre seul une décision. Cette disposition permettra sans aucun doute l'accélération du traitement de ces dossiers.

La **présidente** : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

- La réunion publique de commission est levée à 11.55 heures.

- De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.55 uur.